

55% des Français se sentent exclus ou menacés de l'être : La France « d'en bas » discriminée

(Marc THÉRY – 10 juin 2005)

Le « tsunami » électoral : un révélateur

Les analyses et commentaires qui ont suivi le référendum du 29 mai ont clairement mis en évidence la corrélation entre le chômage et le vote non : Ce sont les régions et zones populaires et les plus touchées par le chômage et les difficultés économiques qui ont voté non, parfois massivement. Ce qui frappe les commentateurs, c'est que le phénomène atteint désormais des classes moyennes, qui se sentent de plus en plus menacées par l'évolution catastrophique de notre économie, malgré le niveau de formation ou l'engagement dans la vie économique : Cadres, petits entrepreneurs, jeunes diplômés, agriculteurs etc. Même les secteurs statutairement protégés prennent peur. La menace pèse aussi de plus en plus sur ceux considérés comme « intouchables » dans le système de l'exception « à la française » : les « services publics », qui sont, dans d'autres pays, remplis par des entreprises privées, selon les règles de la concurrence.

Il est vrai qu'avec 10,2% de chômeurs, 3/4 des 20-25 ans et 2/3 des 55-64 ans sans activité professionnelle, et par le fait, pour beaucoup, en situation d'exclusion, il y a de sérieux motifs d'inquiétude pour tous. Ce seraient en fait 5 à 6 millions des français qui se retrouvent hors circuit économique (au chômage ou en dispositifs de solidarité : RMI etc.)

Les mécanismes de l'exclusion et la discrimination

Comment cela se peut-il, dans un pays qui se veut à la pointe des démarches sociales et revendiquait encore naguère le rang de quatrième puissance économique mondiale ? C'est très simple, bien connu depuis longtemps, observable tous les jours, et a fait l'objet d'études détaillées, notamment celle, incontestable, du prix Nobel d'économie français (1988), Maurice ALLAIS (dans son ouvrage *La mondialisation – la destruction de la croissance et de l'emploi*, aux éditions Juglar).

Quand on ouvre sans restriction les échanges entre des zones présentant de fortes disparités salariales et de coûts, la production migre vers celle où le niveau est le plus bas ; elle acquiert progressivement tous les savoir-faire et compétences nécessaires, par transfert puis par formation interne ; le rééquilibrage des zones se fait sur le moyen et long terme, à des niveaux intermédiaires, mais, ceci n'ayant encore jamais été observé à l'échelle actuelle, nul ne peut dire exactement comment ni quand se fera pour nous ce rééquilibrage.

Dans un premier temps, il y a donc destruction massive d'emplois productifs dans la zone à plus haut niveau de salaires et de coûts (et de prix) : C'est ce à quoi nous assistons depuis une trentaine d'années, avec la disparition quasi-totale de nombreuses industries, par exemple dans l'habillement. Et nous apprenons encore que les importations en Europe de chaussures en provenance de Chine ont été multipliées par huit depuis le début 2005.

Notons cependant que, lors de cette transition de modèle économique, des secteurs d'activité peuvent connaître des développements remarquables : Ce sont notamment tous ceux qui profitent des flux ainsi créés entre ces zones aux coûts de production très faibles et celles où les prix sont encore élevés, car fixés sur des coûts de production locaux forts. Ceci bien sûr n'a qu'un temps, mais apporte des profits substantiels à tout ce qui est négoce, grand commerce, transport, ainsi qu'à ces grands groupes transnationaux, qui savent jouer avec maestria entre les diverses zones économiques, produisant ici et vendant là, au gré des niveaux de coûts et de salaires.

Bien sûr, ce n'est pas à Rouvroy, cette commune du Pas-de-Calais devenue emblématique pour avoir voté non à 72%, que se trouvent les bénéficiaires de ces fructueux échanges. C'est tout l'establishment économique, politique et médiatique, qui vit grassement de ce nouveau système : On le trouve plutôt dans l'ouest parisien ou dans les quartiers chics des grandes villes, qui ont largement voté oui, ainsi que nombre de leur collaborateurs qui en bénéficient aussi et espèrent que cela va durer.

Mais qu'ils y prennent garde : ce ne sont plus seulement les activités de production et les produits de consommation de masse qui sont concernés par ce mouvement ; le rapport des salaires d'ingénieurs atteint 4 entre Europe de l'ouest et Chine/Inde, pour des niveaux de formation et d'expérience en rapport, notamment pour ce qui est du logiciel. Et ils auraient tort de se réjouir des succès de certaines de leurs entreprises comme Renault, considérées comme « françaises ». En fait, le premier constructeur automobile « français » n'obéit plus, et depuis longtemps, à une logique nationale, de même que tous ses concurrents, du reste. Son siège n'est plus en France, mais aux Pays-Bas, fiscalement plus favorables ; ses dirigeants, à commencer par Carlos Ghosn, son nouveau

président, ne sont plus vraiment français ; son actionnariat, notamment par le jeu des croisements de participations avec Nissan, n'est plus majoritairement français ; et nous voyons ces jours-ci arriver en fanfare la petite dernière, la Logan, la « grande voiture *rustique* à 7500 €, qui, compte tenu de notre situation économique, et contre toute attente (?), devrait faire un tabac en France : on parle de 50 à 100 000 par an. Il faut savoir que, dans un marché pour le moins stagnant, la vente de ces voitures en lieu et place de véhicules produits en France représente **1000 emplois (directement et indirectement) en moins pour 10 000 véhicules**, dont 2 à 300 chez Renault même.

Mais, bien sûr, ceci va accroître les parts de marché de Renault, ses profits commerciaux et sans doute ses résultats, car l'entreprise va retrouver, grâce à la différence de coûts, une capacité de marge. Et, comme disent les dirigeants visionnaires promoteurs de cette stratégie, **si ce n'est pas nous qui le faisons, d'autres le feront !** Ils ont raison : Tous vont le faire, et l'industrie automobile connaîtra à terme, en France, le sort de l'industrie de la chaussure.

Et voilà comment une très large part de la force de travail physique mais aussi intellectuelle de la France (j'entends par là : ceux qui habitent dans l'hexagone), se retrouve soit exclue, soit ramenée au rang de « variable d'ajustement », le délicieux terme technocratique pour signifier « taillable et corvéable à merci », comme on disait sous l'ancien régime : dans l'obligation d'accepter « les petits boulots », les CDD et tous emplois précaires, sous-qualifiés, sous-payés, voire dans certains cas, pas payés du tout, pour ceux qui s'essaient au travail « indépendant ».

Le système économique établi, et notamment les activités productives qu'il comprend encore, enserré, pour combien de temps encore dans la fameuse législation « à la française », d'une rigidité fameuse dans le monde, se « sert » dans ce vivier, **discriminant** à qui mieux mieux, à la manière des trafiquants d'esclaves du XVIII^e siècle : On ne prend ni les vieux, ni les jeunes, mais seulement ceux qui sont dans la force de l'âge, formés, **pleinement productifs** ; et on trouvera bien, le moment venu, le bon petit dispositif pour les mettre au rancart, quitte à les utiliser quelques temps, si besoin est, comme variable d'ajustement.

Notre propos n'est pas ici d'examiner la fin de l'histoire, que nous laisserons à la libre imagination de nos lecteurs : Certains paramètres peuvent jouer un rôle d'accélérateur notable.

Mesurettes et bricolage

Face à cette situation, disons-le, catastrophique nous venons d'assister, à la suite du référendum du 29 mai, une fois de plus, à une grande manœuvre de bricolage, comme c'est le cas depuis des dizaines d'années, sans aucun effet durable, bien au contraire (l'empilement de toutes ces mesures finit par avoir des conséquences désastreuses sur nos finances publiques). Nos hommes politiques viennent de concocter encore toute une collection de dispositifs rendant en gros moins coûteux l'emploi de certaines catégories de personnes et plus aisé leur licenciement. Outre la mauvaise humeur que ce dernier aspect suscite immanquablement chez les gardiens du temple du « modèle social à la française », tout le monde, et plus seulement les initiés, se rend bien compte que cela ne sera d'aucun effet, sauf le creusement des déficits publics. L'entreprise n'embauche pas parce qu'existe tel ou tel dispositif « avantageux », mais elle le fait parce qu'elle a du travail à donner pour satisfaire une demande et des clients. C'est une évidence de base que font semblant d'ignorer les technocrates qui nous gouvernent.

Si l'entreprise a besoin d'embaucher, elle va alors utiliser le dispositif le plus avantageux pour elle : On constate aujourd'hui qu'il n'y a plus guère d'embauche au statut « standard » CDI, sauf pour des personnes que l'on est allé « piquer » à la concurrence. Et si l'on doit débaucher, licencier, notamment si l'on a trouvé un moyen moins cher de faire ailleurs, on se précipite sur tous les dispositifs dits de « flexibilisation » qui mitent progressivement notre sacro-saint droit du travail : **Vive le marché aux esclaves !** Toutes ces dispositions de flexibilisations, notamment ceux concernant « les vieux », ont beaucoup plus servi à « dégraisser » les effectifs de nos entreprises industrielles qu'à les faire « respirer », comme le montrent les chiffres.

Créer les conditions d'une activité productive en France

Tel est donc bien le véritable défi, que ne veulent en aucun cas relever ni les instances politiques, ni les maîtres de l'économie, qui profitent tous beaucoup plus et à moindre peine du système actuel. Il signifie en fait recréer les conditions de la demande pour les produits effectivement fabriqués en France, à ne pas confondre avec ceux des entreprises dites françaises, qui, de l'automobile à l'électroménager et de l'agroalimentaire à la mode, sont maintenant de plus en plus fabriqués à l'étranger.

Il y a bien sûr, dans ces produits fabriqués en France, ceux auxquels l'innovation et les savoir-faire spécifiques donnent un avantage concurrentiel évident qui permet de les vendre avec moins de

contraintes de prix, sur le marché mondial : Mais la tentation est grande, notamment pour les groupes transnationaux, dans le but d'augmenter encore les profits, de transférer dans les pays à faible coût. Et ces pays eux-mêmes, et leurs entreprises, maîtrisent de mieux en mieux les technologies et savoir-faire... quitte à aller jeter un coup d'œil (coupable) chez nous ou à mettre en balance les transferts de technologie dans les négociations commerciales de biens à haut contenu technologique (pour la France par exemple dans les domaines ferroviaire ou nucléaire, en attendant l'aéronautique.) On voit donc bien les limites évidentes du genre, même si des efforts accrus dans cette direction sont indispensables. Tous les Français n'ont pas pour vocation et n'ont pas les moyens de travailler dans l'innovation et la High Tech : Ceci restera l'apanage d'une minorité, si développée qu'on la souhaite.

Que faire des autres ? Ils sont condamnés, de par notre structure économique et sociale, et sauf à imaginer des révisions déchirantes (le SMIC à 1 € de l'heure !!!), à produire des biens à des coûts très supérieurs aux niveaux atteints dans certaines contrées, on sait dans quelles conditions : La zone économique de Shenzhen n'est rien d'autre qu'un vaste camp militaire industriel où sont enrégimentées des dizaines de milliers de jeunes chinoises entre 18 et 21 ans, qui espèrent ainsi échapper à des conditions pires, pensent-elles, dans leurs régions d'origine du centre et de l'est du pays . Ceci n'en déplaît à tous ceux qui, ici en Europe, comme en Chine, profitent, grassement ou non, de ce négoce fondé sur cette exploitation de la misère chinoise qui commence aussi à créer la misère dans nos pays. Ils ne veulent pas voir et surtout pas montrer cette facette de la réalité chinoise, préférant mettre en exergue la modernité de Shanghai, rasé et en pleine reconstruction à l'américaine, et les quelques millions de Chinois outrageusement riches, en comparaison, parce qu'ils sont les profiteurs locaux, les marchands d'esclaves, avec encore quelques centaines de millions de « variables d'ajustement » à leur disposition.

Et là, nous allons dire la chose qui fâche, la grossièreté politiquement incorrecte, dans le meilleur des mondes libéraux, ou pour employer la terminologie de Maurice Allais « laissez-fairistes » qui soit, le nôtre, couronné de tant de succès mémorables : **Nous devons établir un système de préférence locale pour les produits fabriqués chez nous**, de manière à assurer du travail à tous. Il n'est pas question de se lancer, comme cela est encore le cas pour certains produits, notamment agricoles, dans des systèmes de subventions à l'exportation quand les coûts sont notoirement plus élevés, mais de réserver en priorité les débouchés locaux à nos propres produits. Peut-être n'achètera-t-on plus qu'une paire de chaussures quand aujourd'hui on peut s'en payer six (remarquez qu'on n'en porte qu'une à la fois, et que tout finit vite à la poubelle, causant de très lourds problèmes de déchets), mais elle permettra à de « petites gens » d'ici de vivre dignement, au standard de notre pays, et non, comme un patron a eu le front de le proposer récemment aux salariés licenciés d'une usine qu'il délocalisait en Roumanie, de travailler (et vivre ?) là-bas pour 110 € par mois, ou Lycos, l'ex-star de l'Internet, proposant à **des développeurs**, en voie de licenciement pour délocalisation, 300 à 500 € par mois en Arménie !!!

Dans ces conditions, les entreprises qui auront des avantages concurrentiels suffisants pourront, comme aujourd'hui, les faire valoir, les développer sur le marché mondial, car aucun marché ne saurait renoncer à des produits apportant des avantages uniques. Mais les autres, en grand nombre hélas, ne seront pas irrémédiablement condamnées à mourir ou à délocaliser, pour le plus grand dommage de leurs collaborateurs, largement condamnés pour leur part à se trouver hors circuit.

Bien sûr, un tel dispositif est délicat à mettre en place, mais Maurice Allais et les équipes qui l'entourent font d'intéressantes propositions, ès qualité ; bien sûr, tous ceux, et ils sont encore nombreux, qui profitent de la situation actuelle vont s'y opposer et tenter de discréditer une telle orientation. Mais voilà bien longtemps qu'ils nous baladent, de mesurette en bricolage, sachant qu'aujourd'hui, tout ceci n'aboutit qu'à nous jeter les uns contre les autres pour ramasser les miettes, discriminés contre discriminés, candidats contre candidats, dûment formés à ce combat pour les offres d'emploi par les officines recommandés et payés par les ASSEDIC , comme l'a caricaturé le récent film de Costa Gavras, "Le couperet".

Est-ce le monde que nous voulons ? De quel futur est-il porteur ?